

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1946.

RÉUNION DU 24 JUILLET 1946.

Rapport de la Commission des Finances chargée d'examiner les Budgets de la Dette publique pour les exercices 1945 et 1946.

(Voir les nos 4-II, 192 (session de 1944-1945), 4-II (session de 1945-1946), 86 (session extraordinaire de 1946) et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 4, 5, 6 et 13 juin 1946).

Présents : MM. VAN OVERBERGH, président; ALLEWAERT, BOUILLY, DE BRUYNE (V.), le baron DE DORLODOT, DELMOTTE, DE SMET (P.), DOUTREPONT, HARMEGNIES, LOGEN, MULLIE, RONVAUX, SCHOT, TAILLARD, VAN LAEYS, VAN STEENBERGE et DIERCKX, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour la première fois depuis 1939, la Commission des Finances du Sénat se trouve devant l'examen de la Dette Publique.

Afin de faciliter la tâche du Sénat, le rapporteur s'est efforcé de situer exactement chacun des éléments constitutifs de la Dette par voie de comparaison de leur nature et de leur montant à la veille de l'invasion du pays, au 30 avril 1940, puis au moment de la libération, en septembre 1944, enfin à fin mars 1946.

Nous examinerons donc successivement :

- I. — La situation générale de la Dette publique.
- II. — La Dette extérieure, sa composition, son évolution et les charges qui en résultent.
- III. — La Dette intérieure :
 - a) Consolidée;
 - b) A moyen terme;
 - c) A court terme.

I. — SITUATION GÉNÉRALE DE LA DETTE PUBLIQUE.

Le paiement des lourdes charges imposées à la Belgique pendant l'occupation par les Allemands (frais d'occupation, réquisitions de toute nature, opérations en clearing sans contrepartie) a provoqué un accroissement considérable des signes monétaires qu'il a fallu résorber en partie par l'emprunt.

Depuis la libération, le rendement forcément insuffisant mais néanmoins rapidement croissant des impôts, l'aide donnée aux Alliés, les charges budgétaires dérivant de la guerre, ont nécessité de nouvelles émissions massives d'emprunts.

Alors qu'au 30 avril 1940, sous l'effet des sacrifices consentis par le pays en vue de la défense de son territoire, le montant de la dette s'élevait à 62,315 millions de francs; nous la retrouvons à fin août 1944, passée au chiffre de 155,874 millions.

Outre une majoration de la circulation monétaire de 63 à 183 milliards, soit donc triplée, les cinquante-deux mois d'occupation allemande avaient entraîné l'augmentation de la dette publique de 93 milliards, soit donc à un rythme moyen de 1.8 milliard par mois.

Au 31 octobre 1945, date à laquelle me furent fournis les renseignements en vue du rapport pour le budget de 1945, l'ensemble de la dette était passé à 212,431 millions.

Elle avait donc, en l'espace de treize mois, subi une nouvelle majoration de 57 milliards, à un rythme de 4,400 millions par mois. Cette période comporte tous les paiements faits pour les armées alliées combattant pour notre libération définitive jusqu'en mai 1945, et ensuite les dépenses qu'entraînèrent le séjour des armées alliées d'occupation. La contrevaletur de ces sacrifices nous fut, dans une large mesure, restituée sous forme de crédits en devises étrangères et en matières premières qui permirent à la Belgique épuisée, vidée, de remettre en marche ses industries, de pourvoir aux besoins d'alimentation de la population, enfin d'importer sans compter pour préparer la reprise de ses exportations.

Le rythme et le poids total de la majoration de la dette durant ces treize mois n'en furent pas moins considérables pour un pays pillé, vidé systématiquement, et ayant à faire face à des reconstructions proportionnellement énormes.

Depuis octobre 1945 jusque fin mars 1946, soit après six mois, le montant de la dette a fait un nouveau bond : c'est ainsi qu'au 31 mars 1946, nous nous trouvons en face d'une dette publique atteignant 283,213 millions de francs; toutefois, il importe de souligner que ce montant comprend un poste de 61,424 millions d'Emprunt d'assainissement monétaire, qui sera résorbé en grande partie par le produit des impôts spéciaux.

Le chiffre est élevé, mais l'accroissement depuis 1940 n'a rien d'anormal si on le compare avec celui des dettes des pays étrangers; en prenant comme

base 100 pour la situation au 30 juin 1939 (57.737 millions), l'indice du volume comparatif de la dette s'établit comme suit :

Belgique (31 mars 1946) : 469 ou 367 si l'on tient compte ou non de
Grande-Bretagne (février 1946) : 291; l'Emprunt d'assainissement;
Hollande (août 1945) : 391;
France (octobre 1945) : 417;
Suède (février 1946) : 440;
Etats-Unis (février 1946) : 609.

Il faut cependant tenir compte que pour certains pays, notamment pour les Etats-Unis, la dette d'avant-guerre était relativement peu élevée et que l'outillage économique s'est perfectionné, tandis que pour les pays occupés, la réparation des dommages résultant de la guerre accroîtra encore le volume de leur dette.

Le tableau ci-après montre, en résumé, tant pour les dettes intérieures que pour les dettes extérieures, comment la situation a évolué depuis le commencement de la guerre :

EN MILLIONS DE FRANCS.

CATÉGORIES DE DETTES	Montant de la dette			Fluctuations du 1 ^{er} septembre 1944 au 31 mars 1946			
	30 avril 1940	31 août 1944	31 mars 1946	Opérat. de Londres	Hausse des changes	Opér. effectives	
						Emiss.	Remb.
A. Intérieures :							
a) Consolidées	34,912	41,771	113,547	—	—	73,641	1,865
b) A moyen terme	700	37,438	33,191	+ 394	—	626	5,267
c) A court terme	7,764	59,741	109,664	+ 16,306	—	34,831	1,214
Ensemble	43,376	138,950	256,402	16,700	—	109,098	8,346
B. Extérieures :							
a) Consolidées	18,224	16,529	26,327	— 257	7,774	2,503	222
b) A court terme	715	395	484	+ 143	188	—	242
Ensemble	18,939	16,924	26,811	— 144	7,962	2,503	464
Totaux généraux	62,315	155,874	283,213*	+ 16,586	7,962	111,601	8,810
Augmentation	93,559 millions					102,791	
			Augmentation.		127,339 millions		

Ces chiffres ne comprennent pas le solde des livrets de dotations des combattants.

II. — DETTE EXTÉRIEURE.

A. — ÉVOLUTION.

La dette extérieure, qui s'élevait au 30 avril 1940 à 18,939 millions de francs, a été ramenée, au 31 août 1944, à 16,810 millions, ces montants étant évalués sur la base des cours du 30 avril 1940.

Décompté aux cours actuels, l'encours des dettes extérieures s'établit à la date du 31 mars 1946, à 26,811 millions de francs.

Ces fluctuations résultent des opérations ci-après :

a) PÉRIODE DU 1^{er} MAI 1940 AU 31 AOUT 1944 :1^o en Belgique :

Amortissement contractuel des emprunts français . . .	88 millions.
Remboursement par voie d'échange contre des obligations de dettes intérieures	1,278 millions.
Remboursement anticipatif au 15 juillet 1943 du solde de l'Emprunt extérieur 5 1/2 % de 1932	329 millions.
Remboursement de Bons du Trésor émis à l'étranger (15,000,000 de francs suisses et 14,250,000 florins) . . .	320 millions.
Ensemble	<u>2,015 millions.</u>

2^o à Londres :

Amortissement des dettes extérieures . . .	257 millions.
Emission de Bons du Trésor libellés en livres sterling	<u>143 millions.</u>
Diminution	<u>144 millions.</u>
Réduction totale	<u>2,129 millions.</u>

b) PÉRIODE DU 1^{er} SEPTEMBRE 1944 AU 31 MARS 1946 :

Du 1^{er} septembre 1944 au 30 mars 1946, le montant des dettes extérieures est passé de 16,810 millions de francs à 26,811 millions de francs, soit une augmentation de 10 milliards de francs (chiffre rond) résultant de la balance des augmentations et diminutions ci-après :

Augmentations :

1 ^o Hausse des changes comparativement aux cours pratiqués le 30 avril 1940	8,177 millions.
2 ^o Emissions effectuées sur les crédits consentis à la Belgique par les Gouvernements des Etats-Unis et du Canada et utilisés à concurrence de 34,500,000 dollars américains et 25,000,000 de dollars canadiens	<u>2,503 millions.</u>
Ensemble	<u>10,680 millions.</u>

E.O. 1946

N° 72 (Fr.)

Dette publique – Situation au 31 mars 1946

Cfr. 35 mm.

1 plan

Diminutions :

1 ^o Répercussion de la dévaluation française sur l'Emprunt 5 % de conversion 1934	215 millions.
2 ^o Amortissements contractuels des dettes extérieures consolidées	222 millions.
3 ^o Remboursement de Bons du Trésor extérieurs	242 millions.
	679 millions.
Balance : augmentation nette de	10,001 millions.

A l'échéance reportée du 23 février 1946 des Bons du Trésor 4 % dits « Mendelssohn » placés sur le marché hollandais en 1939 et dotés d'une option de change florin-dollar, le Trésor a offert aux porteurs soit le paiement en monnaie locale des bons et des intérêts arriérés, soit le renouvellement des bons, avec incorporation dans le capital des intérêts arriérés, pour un terme d'un an au taux d'escompte de 1 1/2 %; en suite de cette offre, un capital nominal de 14,350,000 florins en Bons anciens a été renouvelé aux conditions ci-dessus et le solde, remboursé.

L'augmentation des dettes extérieures du 1^{er} mai 1940 au 31 mars 1946, soit 7,872 millions de francs, résulte essentiellement de l'ajustement dû à la hausse des changes, 7,962 millions; les opérations d'amortissement et de remboursement contrebalançant les émissions nouvelles.

Comparativement au total, la dette extérieure reste faible (moins de 27 milliards sur un total de 283 milliards). Elle apparaît d'autant plus faible que ce chiffre comprend 19 milliards de dettes moratoires vis-à-vis des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, datant de la guerre 1914-1918. On peut espérer que la Belgique en sera définitivement déchargée.

B. — CHARGES.

Les charges des dettes extérieures ont été imputées à concurrence des montants ci-après sur le budget de la Dette publique, à savoir :

Exercice 1940	196 millions
Exercice 1941	49 millions
Exercice 1942	4 millions
Exercice 1943	316 millions
Exercice 1944	88 millions
Exercice 1945	386 millions

compte tenu de ce qu'il n'a pas été possible de rembourser les Bons Mendelssohn en 1945.

C. — OBSERVATIONS.

Le service financier des emprunts extérieurs a été assuré jusqu'à l'échéance du 1^{er} juin 1940; les services restés en Belgique ont repris à partir de 1943 le service financier des emprunts émis en France.

De son côté, le Gouvernement belge établi à Londres a assuré le service des emprunts extérieurs placés en Angleterre, aux Etats-Unis, en Suède et en Suisse pour les porteurs non ennemis résidant dans ces pays.

Le service normal des emprunts libellés en livres sterling, des emprunts 7 % et 6 1/2 % émis aux Etats-Unis et de l'Emprunt 4 % de conversion 1936 en couronnes suédoises, a pu être repris progressivement au bénéfice des porteurs non-ennemis et moyennant certaines conditions.

En ce qui concerne l'Emprunt 6 % de 50,000,000 de dollars, le service des coupons est assuré et il est à présumer que le régime normal pourra fonctionner pour l'amortissement dans un avenir rapproché.

Le paiement des coupons de l'Emprunt 3 1/2 % de 1937 n'a pas encore été repris pour les porteurs résidant en Hollande; toutefois, l'accord financier belgo-hollandais, signé le 24 mai 1946, prévoit notamment que l'excédent des exportations néerlandaises vers la Belgique sera couvert en partie par la remise des titres de l'Emprunt 3 1/2 % 1937 détenus par des personnes résidant aux Pays-Bas.

On peut donc escompter qu'à la fin de l'année, le service des dettes extérieures fonctionnera normalement.

Les crédits postulés au budget de l'exercice 1945 ont été basés sur la reprise normale du service financier des dettes extérieures.

Des crédits supplémentaires seront sollicités pour l'imputation des charges arriérées (exercices 1940 à 1944) qui sont évaluées à 435 millions de francs, dont 405 millions pour les coupons.

III. — DETTE INTÉRIEURE.

Au 31 mars 1946, le montant de la dette intérieure s'établit comme suit :

a) Dette consolidée	113,547 millions.
b) Dette à moyen terme	33,191 millions.
c) Dette à court terme	109,664 millions.

Ensemble	<u>256,402 millions.</u>
--------------------	--------------------------

A. — DETTES INTÉRIEURES CONSOLIDÉES.

Selon l'époque d'émission, la dette consolidée se subdivise suivant détail ci-après :

Emissions antérieures au 1 ^{er} mai 1940	32,697 millions.
Emissions effectuées pendant l'occupation	7,614 millions.
Emissions effectuées du 1 ^{er} septembre 1944 au 31 mars 1946	<u>73,236 millions.</u>
Total	113,547 millions.

Les émissions effectuées pendant l'occupation ont porté sur un capital nominal de 9,100 millions de francs, à savoir :

Obligations décennales 4 % 1940-1950	3,000 millions.
Dette 3 1/2 % de 1943	3,600 millions.
Emprunt à lots de 1941	2,500 millions.
Ensemble	9,100 millions,

réduit au 31 mars 1946 à 7,614 millions de francs, par le jeu des amortissements contractuels.

Du 1^{er} septembre 1944 au 31 mars 1946, les émissions se sont élevées au capital nominal de 73,641 millions de francs, à savoir :

Dette 4 % unifiée	1,202 millions.
Emprunt 4 % de la Libération	10,610 millions.
Emprunt 3 1/2 % de l'Assainissement monétaire	61,829 millions.
Ensemble	73,641 millions.

D'autre part, pendant la période du 1^{er} septembre 1944 au 31 mars 1946, les dettes consolidées ont été réduites d'un montant total de 1,865 millions de francs, dont 1,460 millions par le jeu des amortissements contractuels et 405 millions par le paiement des impôts spéciaux en obligations d'assainissement monétaire.

Si l'on suit l'évolution de la dette consolidée intérieure par comparaison avec l'ensemble de la dette intérieure, on constate un déséquilibre.

L'aménagement sur des bases plus saines de l'importance respective des dettes à long, à moyen et à court terme sera une des tâches essentielles du Gouvernement.

Un premier pas important a été fait dans cette voie par l'émission de l'Emprunt 4 % de la Libération, dont la souscription a atteint 10,610 millions de francs et qui a permis de consolider 3,606 millions de francs de certificats de Trésorerie 3 1/2 % à 5 ans échéant en 1946 et le remboursement de 2,118 millions de francs de certificats à court terme du circuit bancaire.

Répartition de la dette intérieure.

30 avril 1940. 31 août 1944. 31 oct. 1945. 31 mars 1946.

	30 avril 1940.	31 août 1944.	31 oct. 1945.	31 mars 1946.
Dette consolidée	80.6 %	30.0 %	22.4 %	44.2 %
Dette à moyen terme	1.6 %	27.0 %	20.4 %	12.9 %
Dette à court terme	17.8 %	43.0 %	57.2 %	42.9 %
	<u>100.0 %</u>	<u>100.0 %</u>	<u>100.0 %</u>	<u>100.0 %</u>

B. — DETTES INTÉRIEURES A MOYEN TERME.

Les dettes intérieures à moyen terme s'élèvent, au 31 mars 1946, à 33,191 millions de francs et se subdivisent en trois grandes catégories :

1^o *Les certificats émis par souscription publique pendant la guerre, à savoir :*

En 1941 : Certificats 3 1/2 % à 5 ans	1,664 millions.
En 1942 : Certificats 3 1/2 % à 15 ans au plus, avec option de remboursement pour le porteur après 5 ou 10 ans . . .	9,548 millions.
En 1943 : Certificats 3 1/2 % remboursables après 5, 10 ou 20 ans, à l'option des porteurs	6,712 millions.
En 1944 : Certificats 3 1/2 % à 10 ans	9,266 millions.
	27,190 millions.

2^o *Les certificats émis en paiement de fournitures, réquisitions, etc. :*

a) Certificats 3 1/2 % à 5 ans émis en vertu de l'arrêté du 25 octobre 1941 (échéances mensuelles du 15 janvier 1947 au 15 octobre 1950)	368 millions.
b) Certificats 3 1/2 % à 5 ans émis en vertu de l'ordonnance du 30 mars 1942 (échéances mensuelles du 15 juin 1947 au 15 avril 1949)	342 millions.
c) Certificats 1 % à 5 ans émis en vertu de l'arrêté du 13 mai 1942 (échéances mensuelles du 15 juillet 1947 au 15 octobre 1950)	182 millions.
d) Certificats émis en vertu de l'arrêté du 3 février 1942 et échéant du 1 ^{er} juillet 1946 au 1 ^{er} janvier 1950.	442 millions.
	1,334 millions.

3^o *Autres émissions :*

Avances du Crédit Communal.	400 millions.
Certificats de l'Emprunt de la Victoire 2 1/2 % à 3 ans et 3 % à 5 ans (échéant de septembre 1946 à septembre 1948). . .	346 millions.
Certificats ordinaires à plus d'un an	3,921 millions.
	4,667 millions.

Total général 33,191 millions.

C. — DETTES INTÉRIEURES A COURT TERME.

Les dettes intérieures à court terme comprennent les postes ci-après :

a) Avoirs des particuliers en comptes chèques postaux.	14,166 millions.
b) Certificats à moins d'un an portant intérêt.	47,580 millions.
c) Certificats sans intérêt cédés à la Banque Nationale de Belgique	47,918 millions.
	109,664 millions.

A. Avoirs des chèques postaux :

Au 30 avril 1940, l'avoir des particuliers en comptes chèques postaux s'élevait à 3,411 millions de francs et n'était pas incorporé dans la situation de la Dette publique.

Au 30 août 1940, le solde de ces avoirs, soit fr. 3,059,148,410.95, a été représenté par un certificat de Trésorerie non productif d'intérêt, à échéance indéterminée, cédé à la Banque d'Emission, laquelle, à partir de ce moment, a été chargée de gérer les dits avoirs des particuliers à l'Office des Chèques postaux, en vertu d'une convention passée le même jour (voir annexes page 17 et suivantes).

La Banque d'Emission plaça ensuite en certificats de Trésorerie productifs d'intérêt, la partie des avoirs dépassant le montant existant au 3 août 1940 et ce, à concurrence des 65 % de cet excédent. Le bénéfice net desdits placements était versé en fin d'année au budget des Voies et Moyens. Par un avenant du 23 juillet 1943, il a été convenu que les certificats représentatifs des 65 % visés à l'article 3 de la convention précitée ne porteraient plus intérêt à partir du 1^{er} août 1943.

Au 3 septembre 1944, la Banque d'Emission détenait en portefeuille, outre le certificat de fr. 3,059,148,410.95, divers autres certificats à 4 mois de date, d'ensemble 3,435 millions de francs. L'arrêt des opérations de cet organisme a empêché jusqu'ici de réaliser le remboursement desdits certificats.

A la date du 31 mars 1946, les avoirs des particuliers en comptes chèques postaux étaient incorporés pour leur totalité dans la situation de la dette : 6,494 millions représentés par les certificats dont il est question ci-dessus et 7,672 millions non représentés par des titres.

b) Certificats à moins d'un an portant intérêt :

Cette rubrique englobe :

1 ^o le montant des certificats de l'Emprunt de la Victoire à 6 mois escomptés à 1 1/2 % l'an restant en circulation.	778 millions.
2 ^o les bons du Trésor escomptés à 1 1/4 % l'an à 6 mois renouvelables cédés à la Banque du Congo belge	3,993 millions.
3 ^o les certificats à court terme cédés pour la presque totalité aux banques	42,809 millions.
Ensemble	47,580 millions.

La masse de la dette à court terme présente évidemment un danger pour le Trésor. Qui ne se souvient des bons escomptés à 3 et à 6 mois, dont le non-renouvellement, par suite d'une crise de confiance, a conduit aux difficultés financières de 1925-1926 ?

Actuellement, des mesures ont été prises.

L'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux billets de la Banque Nationale et aux avoirs en compte a prorogé d'un an les certificats de Trésorerie arrivant à échéance jusqu'au 8 octobre 1945. La mesure était logique : ces certificats constituaient dans le portefeuille des banques, la contrepartie des dépôts qui ont été eux-mêmes bloqués ou rendus en grande partie indisponibles.

Depuis lors, la prorogation d'échéance a été portée jusqu'au 31 décembre 1945 et ensuite est intervenue une nouvelle prorogation de trois mois pour les certificats échéant du 31 décembre 1945 au 30 mars 1946.

D'autre part, la souscription à l'Emprunt de la Libération en novembre 1945 et la libération de l'Emprunt 3 1/2 % de l'Assainissement monétaire ont permis de consolider un montant important de certificats à court terme, se chiffrant respectivement à 2,118 millions de francs et 18,739 millions de francs.

Par contre, en exécution de l'arrêté ministériel du 5 février 1946, les soldes de la quotité de 40 % temporairement indisponible des billets transférés par les établissements dépositaires à des comptes de dépôt temporairement indisponibles chez eux ont été couverts par la remise par le Trésor aux organismes intéressés de certificats de Trésorerie du type 4 mois à 1 5/16 % ou du type 1 an à 1 15/16 % escomptés valeur 1^{er} janvier 1946; cette opération a porté sur 13,294 millions.

Il en résulte que, du chef des opérations d'assainissement monétaire, un montant de 5,445 millions de francs (18,739 — 13,294) de certificats à court terme a été consolidé.

La réduction de 1.55 % à 1 5/16 % et de 2.175 % à 1 15/16 % du taux d'escompte des certificats applicable aux émissions nouvelles apporte un allègement sensible au budget de la Dette publique de l'exercice 1946, tandis que le quantum de couverture fixé par la Commission bancaire et l'échelonnement des échéances organisé par l'arrêté du 5 février 1946 mettent le Trésor à l'abri de remboursements massifs de certificats à court terme.

OBLIGATIONS DE L'ÉTAT VIS-A-VIS DE LA BANQUE NATIONALE.

A. — LE MONTANT DES AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE A L'ÉTAT s'élève, au 31 mars 1946, à 47,918 millions de francs, se répartissant comme suit :

1 ^o Certificats « A » (compte propre et O.M.A.) :	
a) Avances pour les besoins du Trésor	25,919 millions.
b) Avances à l'Office d'Aide Mutuelle (O.M.A.)	17,215 millions.
2 ^o Certificats « C » (avances aux Forces alliées)	4,784 millions.
Ensemble	47,918 millions.

Décomposition de ces chiffres.

1 ^o a) <i>Certificats « A »</i> . — Les avances pour les besoins du Trésor comprennent :	
les avances consenties en vertu des conventions du 10 mai 1940 et du 23 juillet 1941 ramenées au 31 août 1944 à . fr.	13,210,000,000
les bons du Trésor à 6 mois sans intérêt émis à Londres pendant l'occupation et renouvelables	5,933,500,000
les avances consenties du 1 ^{er} septembre 1944 au 31 mars 1946 et non résorbées	6,775,500,000
	25,919,000,000

b) *Certificats « A ».* — *Avances à l'O.M.A. :*

Les avances consenties à l'O.M.A. jusqu'au 31 mars 1946 s'échelonnent comme suit :

Septembre 1944	fr. 1,000,000,000	(Fonds de la Libération. Montant avancé à Londres.)
Janvier 1945	800,000,000	
Février 1945	995,000,000	
Mars 1945	2,288,000,000	
Avril 1945	2,037,000,000	
Mai 1945	1,371,000,000	
Juin 1945	2,509,000,000	
Juillet 1945	1,213,000,000	
Août 1945	2,035,000,000	
Septembre 1945	1,093,000,000	
Octobre 1945	727,000,000	
Novembre 1945	943,000,000	
Décembre 1945	—	
Janvier 1946	—	
Février 1946	—	
Mars 1946	—	
Total	fr. 17,011,000,000	

Il y a lieu de remarquer que ce total ne représente pas la situation des comptes vis-à-vis des Alliés, mais celle des opérations de caisse de l'O.M.A.

Il faut y ajouter le solde pour d'autres opérations de recettes et de dépenses effectuées par cet organisme pour compte de l'Etat.

Les prestations réciproques de la Belgique vis-à-vis des Alliés peuvent très approximativement s'établir comme suit :

I. — *Lend-Lease et Reverse Lend-Lease* (Etats-Unis) :

Millions de dollars.

<i>Prestations</i> belgo-luxembourgeoises en Reverse Lend-Lease.	185
<i>Réceptions</i> en Lend-Lease	90
Différence à compenser	95

Compensations obtenues (accords de Washington de septembre 1945, portant à l'époque sur une créance belgo-luxembourgeoise de 112 millions de dollars U. S. A.) :

Frêts pour les mois de septembre, octobre et novembre 1945.	7.5
Réceptions belgo-luxembourgeoises et Military-Civil program.	25
Crédit d'achat accordé sur le surplus des stocks américains d'Europe	8.5
Marchandises dont la commande est acceptée et qui eussent dû faire l'objet de paiements « Cash »	67.5
	108.5

Ces chiffres sont basés sur des données encore provisoires. Une négociation finale pour le règlement des comptes du Lend-Lease est en cours à Washington.

II. — *Mutual Aid* (Grande-Bretagne et Canada) :

Les accords de *Mutual Aid* couvraient les armées britanniques, y compris les divisions canadiennes.

Néanmoins, il a été convenu par la suite de procéder à leur règlement par décomptes distincts, suivant que les prestations intéressent les Anglais ou les Canadiens.

Les comptes s'établissent comme suit :

	Secteur britannique.	Secteur canadien.
Prestations belgo-luxembourgeoises . . .	9,112,980,846	1,012,000,000
Prestations anglaises.	4,218,000,000	—
Solde à charge de la Belgique	4,894,980,846	1,012,000,000

Des négociations sont en cours avec l'Angleterre pour le règlement du solde qui l'intéresse; en ce qui concerne le Canada, des accords sont intervenus qui nous assurent le remboursement intégral de notre créance sur ce pays.

2^o *Certificats « C »*. — *Avances aux Forces alliées* :

Les avances consenties aux Alliés ont porté, jusqu'au 31 mars 1946, sur un total de 14,225 millions de francs; à la même date, les remboursements effectués ont porté sur 9,441 millions en chiffre rond, ramenant le solde créditeur du Trésor à 4,784 millions de francs.

Le tableau inséré en annexe indique l'évolution des avances de mois en mois et la répartition globale par pays bénéficiaire.

Les remboursements se sont effectués en devises (dollars U. S. A., livres sterling ou dollars canadiens); toutefois, les billets belges non consommés au départ des troupes sont restitués au Trésor.

Les émissions de certificats « C » ont provoqué la mise en circulation d'une masse correspondante de billets de banque.

La Belgique doit être remboursée intégralement.

Pour autant que ces remboursements s'effectuent en francs, il y a résorption égale de billets; dans le cas de remboursement en devises, le volume de la circulation fiduciaire ne se trouve réduit qu'au moment de la cession contre francs belges, au marché intérieur, des importations couvertes à l'aide des devises.

Par pays, la situation s'établit comme suit, en millions de francs :

Armées	Avances faites	Remboursements	Solde restant dû
Américaines . . .	7,124	3,719	3,405
Anglaises	6,191	4,816	1,375
Canadiennes . . .	906	906	—
En compte courant .	4	—	4
	14,225	9,441	4,784

Les avances faites par le Trésor pour la solde des troupes alliées depuis la fin du Lend-Lease et du Mutual Aid ne sont pas comprises dans les montants ci-dessus. Elles sont remboursées en devises par les Alliés.

Au 31 mars 1946, le règlement de ces dernières avances laissait à la Belgique, en ce qui concerne les armées américaines, un solde créditeur de 479 millions de francs; en ce qui concerne les Canadiens, un solde créditeur de 5 millions de francs.

Les Britanniques, à cette date, avaient intégralement remboursé leurs avances.

B. — AUTRES CRÉANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE SUR L'ÉTAT.

Le montant figurant à la situation hebdomadaire de la Banque Nationale sous cette rubrique comprend :

1° en dette dérivant du retrait des marks après la guerre 1914-1918 (convention du 17 octobre 1930 ratifiée par la loi du 27 décembre 1930) fr. 500,000,000.—

2° les titres détenus en vertu de la convention du 27 juillet 1932 conclue en exécution de la loi du 19 juillet 1932 (convention des livres sterling) :

a) certificats 3 1/2 % à 5 ans 550,000,000.—

b) obligations 23,263,701.24

Total fr. 1,073,263,701.24

Les deux premiers postes sont repris respectivement à la dette consolidée et à la dette à moyen terme.

CONCLUSIONS

La dette publique a donc passé :

- de 55,732 millions au 31 décembre 1937
- à 57,737 millions en septembre 1939,
- à 62,315 millions au 30 avril 1940,
- à 155,874 millions au 31 août 1944 (en francs dévalués),
- à 212,431 millions au 31 octobre 1945,
- et à 283,000 millions au 30 mars 1946.

Du montant de 1939 on ne pouvait déduire définitivement les quelque 13 milliards de dettes de guerre 1914-1918, car, quoique « moratoriées », leur existence nous était rappelée semestriellement. Majorée numériquement à quelque 19 milliards par suite de dévaluations, la dette n'est plus actuellement indiquée que « pour mémoire ».

D'autre part, si les 61,829 millions de l'Emprunt d'Assainissement doivent actuellement être compris dans le total de la Dette, celle-ci diminuera au fur et à mesure des rentrées provenant des trois impôts spéciaux. Fin juin, 810 millions d'emprunt étaient déjà résorbés et une somme d'environ 1,100 millions provenant de la même source fiscale figurait à un compte spécial destiné à résorber l'Emprunt d'Assainissement bloqué dont les détenteurs ont acquitté leurs impôts spéciaux.

Enfin, un montant de 10,493 millions représentant le produit de la réévaluation de l'encaisse-or figure au crédit du Trésor dans la situation de la Banque Nationale. Elle viendra en déduction de la Dette publique, lorsque le cours du franc aura été fixé définitivement, conformément aux accords internationaux conclus par notre pays à Bretton Woods.

De même, une somme de 4 milliards de francs versée par la Banque Nationale au Trésor à titre d'acompte sur les billets de banque non déclarés, figure encore à un poste bloqué au crédit du Trésor.

Peut-on définitivement apprécier le montant de la Dette publique en déduisant ces $19 + 61,829 + 10,493 + 4 = 95,322$ millions du total actuel de 283 milliards?

La réponse est négative, car d'abord le maximum de rendement escompté par les Ministres des Finances qui poursuivirent l'établissement des trois impôts spéciaux ne leur permit d'indiquer qu'un chiffre hypothétique de 50 milliards. Maintiendraient-ils encore aujourd'hui cette évaluation?

Ensuite, le poste de 64 1/2 milliards qui continue à figurer au bilan de la Banque Nationale, à titre d'avance à la Banque d'Emission, doit-il définitivement être compensé par l'attribution du produit des 61,829 millions provenant de la conversion en emprunt des avoirs monétaires bloqués? Depuis le 1^{er} janvier 1946, cette somme fut portée à ce bilan, au crédit du Trésor. Le Gouvernement s'est engagé à consulter le Parlement sur le règlement définitif de cette opération. Vraisemblablement, il a attendu d'une part le dépôt du rapport d'enquête sur les opérations de la Banque d'Emission et, d'autre part, d'être fixé sur les droits de la Belgique dans les dommages de guerre récupérables sur l'Allemagne.

Le rapport est transmis au Ministre des Finances. Les accords de Paris, non encore ratifiés par le Parlement, englobent ce déficit d'un clearing, qui n'en a que le nom, dans le pourcentage dérisoire que les grands alliés estimèrent pouvoir imposer à notre pays.

Quelle que soit l'ampleur des discussions sur les conclusions du rapport et sur les accords de Paris, elles n'entraîneront guère de modification essentielle à l'existence des deux postes de 64 1/2 milliards de débit et de 61,829 + 4 millions de crédit figurant au compte du Trésor à la Banque Nationale. Le moment est venu de statuer sur cette situation.

* * *

Un membre de la Commission proteste contre l'incorporation, à son sens prématurée, de ces 61 milliards au montant de la Dette publique. Le Parlement ne connaît encore rien de la gestion de la Banque d'Émission; les rapports de la Commission d'enquête ne sont pas même déposés sur le bureau de l'une des deux Chambres.

* * *

Si la dette pouvait être ramenée, d'après les indications qui précèdent, à environ 200 milliards, si la vie économique permettait de poursuivre la politique financière prudente actuellement suivie, et de ramener à un quart environ la partie à court terme, la charge en intérêts et amortissements représenterait environ 8 milliards de francs par an.

Sur la base des perceptions d'octobre 1945, les recettes fiscales atteindraient 24 milliards auxquels il y a lieu d'ajouter environ 2 milliards de recettes diverses. Depuis lors, on constate un accroissement régulier et notable des perceptions fiscales : les impôts et les taux écrasants établis durant l'occupation étant maintenus, on peut prévoir un excédent de recettes sur les prévisions du budget de 1946, de l'ordre de grandeur de 8 milliards.

Il semble, dès lors, qu'une charge de dette publique de 8 milliards ne serait pas alarmante. Mais il convient de noter :

1^o que ces prévisions de recettes excédentaires seront à peu près absorbées par des compléments et suppléments de dépenses, entraînées par la majoration des traitements et indemnités, et surtout par toutes les conséquences financières des organisations nouvelles qu'entraîne forcément l'interventionnisme économique;

2^o que la charge annuelle hypothétique envisagée de 8 milliards devra être majorée de celle des recours à l'emprunt pour les réparations et dommages aux personnes et aux biens; les insuffisances budgétaires à envisager; la reconstruction des édifices, routes; l'assainissement des finances communales, etc...;

3^o que le montant final de cette charge annuelle doit être supportable pour un budget dont l'équilibre est réel, sain, c'est-à-dire réalisé non par le maintien de taux de guerre anormaux, écrasants pour l'économie appliqués à une matière imposable encore rétrécie, et en outre paralysée par l'ensemble touffu des prescriptions ministérielles et administratives, mais au contraire sur des recettes fiscales résultant d'un volume élargi des activités, des productions, des transactions, facilitées par la réduction progressive mais systématique des taux.

Il est donc clair qu'eu égard à la certitude de voir encore grossir le montant actuel de la Dette et la charge hypothétique envisagée de 8 milliards par an, il faut assainir les budgets qui auront à la supporter par la suite, ce qui commande :

— la compression énergique de toutes les dépenses entraînées par les organisations d'interventionnisme, au fur et à mesure que leur raison d'être ne se justifie plus. C'est un devoir impérieux ;

— la diminution progressive du taux des impôts de guerre, transmission, crise, etc., ainsi que l'ajustement des tranches de progressivité au franc actuel et au coût de la vie, afin de provoquer et hâter l'élargissement compensatoire du volume des matières imposables ; ce renversement de la tendance fiscale s'impose ;

— laisser au marché des capitaux libres une abondance suffisante pour empêcher la raréfaction des disponibilités et, par voie de conséquence, la hausse du taux de l'intérêt. Je dis « laisser » et non « créer » cette abondance.

Il est vain de prétendre commander aux réalités par des arrêtés ministériels : la vieille loi de l'offre et de la demande souffre qu'on l'adapte, qu'on l'atténue, mais elle ne tarde jamais à se venger de ceux qui prétendent l'ignorer.

Les considérations d'ordre économique et fiscal semblent sortir du cadre d'un rapport sur la Dette publique.

En réalité, tout se tient dans la gestion de la chose publique.

A la question de savoir si le pays sera en état de supporter le poids des charges annuelles de la dette dont nous pouvons maintenant entrevoir le montant et la charge, on peut répondre courageusement par l'affirmative, mais à la condition de couper résolument tout le bois mort, improductif, qui encombre nos administrations par le fait de la guerre, mais plus encore par l'après-guerre.

A condition, ensuite, de ne pas demeurer dans la voie mortelle de l'équilibre temporairement réalisé par des taux tarissant les sources vives des impôts.

A condition, enfin, de ne pas absorber au profit de l'Etat, le produit de l'économie privée dès sa formation, où qu'elle se trouve, et quels que soient les besoins urgents et considérables de l'activité nationale, puisque tout de même c'est elle qui doit faire vivre l'Etat, et non l'inverse.

Saines sont les recettes fiscales dont l'abondance est déterminée par l'abondance de la production et des transactions.

Malsains sont les excédents de rentrées fiscales ne résultant que de taux écrasants compensant la rétraction de la matière imposable.

Les premières peuvent porter le poids d'une dette alourdie.

Les seconds pas.

Ce rapport a été approuvé à l'unanimité par votre Commission.

Le budget a été adopté par 9 voix contre 8.

Le Rapporteur,
O. DIERCKX.

Le Président,
CYR. VAN OVERBERGH.

ANNEXES

MONTANTS MENSUELS

des avances faites aux forces alliées pour le paiement des soldes
et remboursements effectués.

	Avances faites par le Trésor	Remboursements effectués		
		Américains	Anglais	Canadiens
Montant avancé à Londres	4,657,500,000	—	—	—
Billets du Trésor avancés à Londres	767,500,000	—	—	—
Novembre 1944	2,000,000,000	—	—	—
Décembre 1944	1,000,000,000	—	—	—
Janvier 1945	2,500,000,000	—	—	—
Février 1945	1,500,000,000	—	—	—
Mars 1945	1,000,000,000	—	1,766,250,000	396,900,000
Avril 1945	—	—	—	128,992,500
Mai 1945	—	373,660,000	1,766,250,000	210,357,000
Juin 1945	—	—	—	—
Juillet 1945	—	439,600,000	—	—
Août 1945	800,000,000	219,800,000	—	—
Septembre 1945	—	—	—	69,616,000
Octobre 1945	—	2,685,956,000	—	62,971,999
Novembre 1945	—	—	400,000,000	—
Décembre 1945	—	—	—	—
Janvier 1946	—	—	—	—
Février 1946	—	—	883,125,000	37,626,000
Mars 1946	—	—	—	—
	14,225,000,000	3,719,016,000	4,815,625,000	906,463,499
Total des remboursements			9,441,104,499	
Solde créditeur			4,783,895,501	
	14,225,000,000		14,225,000,000	

La gestion des avoirs de l'Office des Chèques postaux a été confiée à la Banque d'Emission en vertu d'un arrêté du 31 juillet 1940 pris par les Secrétaires Généraux des Finances et des Communications.

Il a été mis fin à la validité temporaire de cet arrêté par un arrêté du Régent du 30 août 1945.

Les mesures d'application ont fait l'objet d'une Convention passée le 3 août 1940 entre le Secrétaire Général du Ministère des Finances, la Banque d'Emission et la Banque Nationale; cette convention a cessé d'être appliquée dès la libération.

Moniteur du 3 août 1940.

DÉPARTEMENT DES FINANCES
ET DÉPARTEMENT DES COMMUNICATIONS.

31 juillet 1940. — *Arrêté relatif à : 1^o la gestion des fonds disponibles du service des chèques et virements postaux; 2^o au rétablissement de certains services financiers du régime intérieur de la poste; 3^o aux retraits de fonds sur dépôts en comptes de chèques postaux.*

Le Secrétaire Général du Ministère des Finances,

Le Secrétaire Général ff. du Ministère des Communications,

Vu l'article 5 de la loi du 10 mai 1940 relative aux délégations de pouvoir en temps de guerre;

Vu l'arrêté royal du 11 mai 1940 supprimant la faculté de consigner une communication particulière sur les bulletins de versement, cartes-récépissés, chèques, ordres de virement et avis de crédit de l'Office des Chèques postaux est confiée à la Banque d'Emission de Bruxelles;

Vu l'arrêté royal du 11 mai 1940 portant restrictions au service postal;

Vu l'arrêté-loi du 13 mai 1940 réglementant les retraits de fonds sur certains dépôts et notamment sur ceux en comptes de chèques postaux;

Vu l'arrêté royal du 10 septembre 1936 coordonnant la réglementation organique postale et notamment l'article 163 de cet arrêté confiant au Département des Finances la gestion des fonds disponibles du service des chèques et virements postaux;

Considérant qu'il convient de faciliter les opérations sur comptes de chèques postaux,

Arrêtent :

ARTICLE PREMIER. — La gestion des avoirs de l'Office des Chèques et Virements postaux est confiée à la Banque d'Emission de Bruxelles

Une convention passée entre cette banque et le Ministère des Finances déterminera le mode de placement des fonds disponibles de l'Office.

ART. 2. — Sont rétablis :

1^o les services financiers du régime intérieur de la poste, sauf le service postal des effets de commerce à protêt;

2^o le service de l'acceptation des demandes d'ouverture de comptes de chèques postaux au profit de particuliers;

3^o la faculté de consigner une communication particulière sur les bulletins de versement, cartes-récépissés, chèques, ordres de virement et avis de crédit du service des chèques postaux.

ART. 3. — Les retraits de fonds sur comptes de chèques postaux sont autorisés, dans la limite de l'avoir disponible, jusqu'à concurrence d'un montant total de 50,000 francs par mois.

Les ordres de retrait dépassant cette limite sont subordonnés à l'autorisation d'un comité spécial comprenant un délégué du commissaire près la Banque d'Emission de Bruxelles, un représentant de cette banque et un représentant du Ministère des Finances. Les demandes sont adressées par écrit à l'Office des Chèques postaux, à Bruxelles.

La limitation n'est pas applicable aux retraits de fonds déposés en espèces à partir du 10 mai 1940.

ART. 4. — Les virements de compte à compte sont libres, sauf ceux des comptes qui existaient à la date du 9 mai 1940 au profit de comptes créés après cette date; ces derniers virements sont soumis aux restrictions indiquées à l'article 3.

ART. 5. — Le présent arrêté entre en vigueur le 5 août 1940.

Bruxelles, le 31 juillet 1940.

Le Secrétaire Général des Finances,

O. PLISNIER.

*Le Secrétaire Général ff.
du Ministère des Communications,*

J. VAN OVERSTRAETEN.

3 août 1940.

CONVENTION.

Vu la loi du 28 décembre 1912 créant le service postal des chèques et virements en compte courant;

Vu l'arrêté royal du 10 septembre 1936 codifiant la législation postale en service intérieur;

Vu l'arrêté du 31 juillet 1940 relatif notamment à la gestion des fonds disponibles de l'Office des Chèques et Virements postaux;

Désirant donner une garantie complémentaire aux titulaires de compte chèques postaux en évitant la confusion des avoirs de l'Office des Chèques postaux appartenant à des tiers avec les avoirs de l'Etat et en instaurant une gestion distincte desdits avoirs, tout en n'apportant aucune modification à une organisation éprouvée par l'expérience;

Entre M. O. Plisnier, Secrétaire Général du Ministère des Finances, d'une part,

La Banque d'Emission à Bruxelles, représentée par M. G. Janssen, son Président, et par M. A. Goffin, Administrateur-Directeur,

Et la Banque Nationale de Belgique, représentée par son Gouverneur, M. Georges Janssen, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Ministère des Finances confie la gestion des avoirs de l'Office des Chèques postaux appartenant à des tiers à la Banque d'Emission, à Bruxelles.

ART. 2.

Ces avoirs, s'élevant au 3 août 1940 à fr. 3,059,148,410.95, sont virés à cette date à la Banque d'Emission, à Bruxelles.

La contrepartie de ces avoirs est représentée par un bon du Trésor improductif d'intérêt.

ART. 3.

Dans la mesure où, à l'avenir, ces avoirs dépasseraient le montant existant au 3 août 1940, la Banque en effectuera le placement d'accord avec le Ministère des Finances.

A concurrence de 65 % de cet excédent, ce placement pourra être effectué en bons du Trésor, soit par des opérations sur le marché, soit par des opérations directes avec le Trésor, suivant les nécessités de la politique monétaire.

Les 35 % restant demeureront en compte à la Banque d'Emission et recevront une affectation analogue à celle prévue par la convention du 23 février 1927 entre l'Etat Belge et la Banque Nationale de Belgique constituant une réserve de Trésorerie.

Le bénéfice de ces placements ira au Trésor.

ART. 4.

Suivant les nécessités de la politique monétaire et en vue d'en permettre le placement sur le marché, la Banque d'Emission à Bruxelles pourra demander au Ministère des Finances de remplacer le bon du Trésor improductif d'intérêt visé à l'article 3, par des bons productifs d'intérêt à des échéances variables.

La charge des intérêts sera supportée par le Trésor dans la mesure où le placement aura pu être effectué sur le marché.

ART. 5.

Il n'est rien changé à la convention du 23 février 1927 entre le Ministère des Finances et la Banque Nationale de Belgique en tant qu'elle prévoyait la constitution d'une réserve de Trésorerie.

ART. 6.

La Banque d'Emission à Bruxelles fournira les fonds nécessaires aux besoins de Trésorerie de l'Office des Chèques postaux, soit par l'utilisation des sommes existant au crédit du compte de l'Office chez elle, soit par des opérations d'escompte ou d'avance portant sur les avoirs productifs d'intérêt, soit par des avances sans intérêt sur les avoirs improductifs d'intérêt.

L'Office des Chèques postaux pourra toujours demander que les montants constituant les réserves de Trésorerie soient représentés par des billets réservés par privilège aux remboursements en espèces des avoirs appartenant à des tiers.

Fait en triple à Bruxelles, le 3 août 1940.

Le Secrétaire Général
du Ministère des Finances,
(s.) O. PLISNIER.

Banque d'Emission à Bruxelles :
Le Président, *L'Administrateur-Directeur,*
(s.) G. JANSSEN. (s.) A. GOFFIN.

Banque Nationale de Belgique :
Le Gouverneur,
(s.) G. JANSSEN.

BELGISCHE SENAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1946

COMMISSIEVERGADERING VAN 24 JULI 1946.

Verslag van de Commissie van Financiën, belast met het onderzoek van de Rijksschuldbegroting voor de dienstjaren 1945 en 1946.

(Zie de n^{rs} 4-II, 192 (zitting 1944-1945), 4-II (zitting 1945-1946), 86 (buitengewone zitting 1946) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 4, 5, 6 en 13 Juni 1946.)

Aanwezig : De hh. VAN OVERBERGH, voorzitter; ALLEWAERT, BOUILLY, DE BRUYNE (V.), baron DE DORLODOT, DELMOTTE, DE SMET (P.), DOUTREPONT, HARMEGNIES, LOGEN, MULLIE, RONVAUX, SCHOT, TAILLARD, VAN LAEYS, VAN STEENBERGE en DIERCKX, verslaggever.

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

Voor het eerst sedert 1939 staat de Commissie van Financiën van den Senaat voor de behandeling van de Rijksschuld.

Ter vergemakkelijking van de taak van den Senaat heeft de verslaggever getracht elk bestanddeel van de Schuld juist te situeeren door vergelijking van den aard en het bedrag ervan juist vóór de overrompeling van het land, op 30 April 1940, vervolgens bij de bevrijding in September 1944, tenslotte op ultimo Maart 1946.

Wij zullen dus vervolgens onder oogen nemen :

- I. — De algemeene toestand van de Rijksschuld in haar geheel.
- II. — De Buitenlandsche Schuld : samenstelling, ontwikkeling en lasten die er uit voortvloeien.
- III. — Binnenlandsche Schuld :
 - a) Geconsolideerd;
 - b) Op gemiddelden termijn;
 - c) Op korten termijn.

I. — ALGEMEENE TOESTAND VAN DE RIJKSSCHULD.

Door de betaling van de zware lasten, die de Duitschers tijdens de bezetting aan België hebben opgelegd (bezettingskosten, opeischingen van allen aard, clearing zonder tegenprestatie) is een aanzienlijke toeneming van de munt ontstaan, die gedeeltelijk door een leening moest worden opgeslorpt.

Sedert de bevrijding heeft de noodzakelijkerwijs onvoldoende maar toch snel aangroeiende rendeeing van de belastingen, de hulp aan de geallieerden, de begrotingslasten als gevolg van den oorlog, opnieuw tot massale leeningen geleid.

Terwijl de schuld op 30 April 1940 als gevolg van de offers, die het land voor de verdediging van het grondgebied had gebracht, 62,315 miljoen frank bedroeg, is ze op einde Augustus 1944 gestegen tot 155,874 miljoen.

Behalve een verhooging van den geldomloop van 63 tot 183 milliard, dus verdriedubbeld, hadden de twee en vijftig maanden Duitse bezetting de Rijksschuld tot 93 milliard doen stijgen, d. w. z. in een gemiddeld tempo van 1.8 milliard per maand.

Op 31 October 1945, op welk tijdstip ik de gegevens met het oog op het verslag voor de begroting 1945 heb ontvangen, was de gezamenlijke schuld tot 212,431 miljoen geklommen.

In dertien maanden tijd was er dus alweer 57 milliard bijgekomen in een tempo van 4,400 miljoen per maand. In deze periode vallen alle betalingen voor de geallieerde legers, die voor onze eindbevrijding streden, n. l. tot in Mei 1945, en vervolgens de uitgaven, verbonden aan het verblijf van de geallieerde bezettingslegers. De waarde van deze offers werd oms ruim teruggegeven in den vorm van kredieten en buitenlandsche deviezen en van grondstoffen, die het uitgeputte, leeggehaalde België in staat stelden zijn bedrijven weer op gang te brengen, in de voeding van de bevolking te voorzien en ten slotte overvloedig in te voeren ter voorbereiding van de hervatting van zijn exporten.

Het tempo en het totale gewicht van de verhooging der schuld in deze dertien maanden waren niettemin aanzienlijk voor een systematisch leeggeroofd land, dat naar verhouding enorme wederopbouwwerken uit te voeren had.

Van October 1945 tot einde Maart 1946, d. i. na zes maanden, heeft de schuld opnieuw een sprong gemaakt : aldus stonden wij op 31 Maart 1946 voor een Rijksschuld van 283,213 miljoen frank; er valt evenwel op te wijzen dat hieronder een post van 61,424 miljoen begrepen is voor de muntsaneeringsleening, welke grootendeels opgeslorpt zou worden door de opbrengst van de bijzondere belastingen.

Dat cijfer is hoog, maar de aanwas sedert 1940 is niet abnormaal vergeleken met dien van de Rijksschuld in het buitenland; als wij 100 als basis nemen

voor den toestand op 30 Juni 1939 (57,737 millioen) dan is de index van den omvang van de Rijksschuld bij vergelijking aldus :

België (31 Maart 1946) : 469 of 367 met of zonder inachtneming van de muntsaneeringsleening;
 Groot-Brittannië (Februari 1946) : 291;
 Nederland (Augustus 1945) : 391;
 Frankrijk (October 1945) : 417;
 Zweden (Februari 1946) : 440;
 Vereenigde-Staten (Februari 1946) : 609.

Er moet echter rekening mee worden gehouden dat in sommige landen, met name in de Vereenigde Staten, de schuld vóór den oorlog betrekkelijk gering was en dat de economische outilleering vervolmaakt werd, terwijl in de bezette landen het herstel van de oorlogsschade den omvang van de schuld nog zal doen toenemen.

Onderstaande tabel toont in het kort aan, hoe de toestand, zoowel voor de binnenlandsche schuld als voor de buitenlandsche schuld, geëvolueerd heeft sedert het begin van den oorlog.

IN MILLIOENEN FRANKS.

SOORTEN VAN SCHULD	Bedrag van de Schuld			Schommelingen van 1 Sept. 1944 tot 31 Maart 1946			
	30 April 1940	31 Augustus 1944	31 Maart 1946	Verricht. Londen	Wissel verhoo- gingen	Werkelijke verrichtingen	
						Uit- giften	Terugbe- talingen
<i>A. Binnenlandsche schuld :</i>							
a) Geconsolideerd . . .	34,912	41,771	113,547	—	—	73,641	1,865
b) Op halflangen termijn .	700	37,438	33,191	+ 394	—	626	5,267
c) Op korten termijn . .	7,764	59,741	109,664	+ 16,306	—	34,831	1,214
Te zamen . . .	43,376	138,950	256,402	16,700	—	109,098	8,346
<i>B. Buitenlandsche schuld :</i>							
a) Geconsolideerd . . .	18,224	16,529	26,327	— 257	7,774	2,503	222
b) Op korten termijn . . .	715	395	484	+ 143	188	—	242
Te zamen . . .	18,939	16,924	26,811	— 144	7,962	2,503	464
Algemeene totalen .	62,315	155,874	283,213*	+ 16,586	7,962	111,601	8,810
Verhooging . .	93,559 millioen						102,791
			Vermeerdering				127,339 millioen

* Het saldo van de dotatieboekjes der oud-strijders is in deze cijfers niet begrepen.

II. — OPENBARE SCHULD.

A. — VERLOOP.

De buitenlandsche schuld, die, op 30 April 1940, 18,939 millioen frank bedroeg, werd op 31 Augustus 1944 teruggebracht tot 16,810 millioen, welke bedragen op grond van den wisselkoers van 30 April 1940 berekend zijn.

Volgens den huidige koers bedroeg de buitenlandsche schuld op 31 Maart 1946 : 26,811 millioen frank.

Deze schommelingen vloeien voort uit de volgende verrichtingen :

a) TIJDPAK VAN 1 MEI 1940 TOT 31 AUGUSTUS 1944 :

1^o in België :

Contractuele delging van de Fransche leeningen	88 millioen.
Terugbetaling door uitwisseling tegen obligaties van binnenlandsche schuld	1,278 millioen.
Vervroegde terugbetaling op 15 Juli 1943 van het saldo van de buitenlandsche 5 1/2 % leening 1932	329 millioen.
Terugbetaling van de in het buitenland uitgegeven Schatkistbiljetten (15,000,000 Zwitsersche franks en 14,250,000 guldens)	320 millioen.
Te zamen	2,015 millioen.

2^o te Londen :

Delging van buitenlandsche schulden	257 millioen.
Uitgifte van Schatkistbiljetten, luidend in ponden sterling	143 millioen.
Vermindering	144 millioen.
Totale vermindering	2,129 millioen.

b) TIJDPAK VAN 1 SEPTEMBER 1944 TOT 31 MAART 1946 :

Van 1 September 1944 tot 30 Maart 1946 is het bedrag van de buitenlandsche schuld van 16,810 millioen frank gestegen tot 26,811 millioen frank, zijnde een vermeerdering met 10 milliard frank (in ronde cijfers), voortvloeiend uit de balans der vermeerderingen en verminderingen die hierna volgt :

Vermeerderingen :

1 ^o Wisselverhooging in vergelijking met de op 30 April 1940 geldende koersen	8,177 millioen.
2 ^o Uitgiften op de kredieten, aan België verleend door de Regeering van de Vereenigde Staten en van Canada en gebruikt ten bedrage van 34,500,000 Amerikaansche dollars en 25,000,000 Canadeesche dollars	2,503 millioen.
Te zamen	10,680 millioen.

4 a (NI.)

E.O. 1946

N° 72 (NI..)

Openbare schuld – stand op 31 maart 1946

Cfr. 35 mm.

1 plan

Verminderingen :

1 ^o Terugslag van de Fransche devaluatie op de 5 % conversieleening 1934.	215 miljoen.	
2 ^o Contractuele delging van geconsolideerde buitenlandsche schulden	222 miljoen.	
3 ^o Terugbetaling van buitenlandsche schatkistbiljetten	242 miljoen.	
		679 miljoen.
Balans : netto-vermeerdering met	10,001 miljoen.	

Bij den uitgestelden vervalltermijn van 23 Februari 1946 van de 4 % Schatkistbons, genoemd « Mendelssohn », die in 1939 op de Hollandsche markt belegd werden en een wisseloptie gulden-dollar hadden, heeft de Schatkist aan de houders aangeboden, hun, hetzij de biljetten en achterstallige renten in plaatselijke munt uit te betalen, hetzij de biljetten te vernieuwen met opneming van de achterstallige renten in het kapitaal, zulks voor den termijn van een jaar tegen 1 1/2 % disconteerings; ingevolge dit aanbod werd een nominaal kapitaal van 14,350,000 gulden in oude biljetten vernieuwd onder de bovenstaande voorwaarden en werd het saldo terugbetaald.

De toeneming van de buitenlandsche schuld van 1 Mei 1940 tot 31 Maart 1946, zijnde 7,872 miljoen frank, is in de eerste plaats het gevolg van de aanpassing wegens de verhooging van den wisselkoers, 7,962 miljoen; de delgingsoperaties en de terugbetalingen wegens tegen de nieuwe uitgifte op.

Vergeleken met het totaal blijft de buitenlandsche schuld gering (minder dan 27 milliard op een totaal van 283 milliard). Ze blijkt des te geringer, daar dat cijfer 19 milliard aan moratoire schuld omvat tegenover de Vereenigde Staten en Groot-Brittannië, dateerend van den oorlog 1914-1918. Er is hoop dat België daar definitief van ontlast zal worden.

B. — LASTEN.

De lasten van de buitenlandsche schuld werden voor de hiernavolgende bedragen uitgetrokken op de begrooting van de Rijksschuld, te weten :

Dienstjaar 1940	196 miljoen
Dienstjaar 1941	49 miljoen
Dienstjaar 1942	4 miljoen
Dienstjaar 1943	316 miljoen
Dienstjaar 1944	88 miljoen
Dienstjaar 1945	386 miljoen

met inachtneming van het feit dat het niet mogelijk is geweest de Mendelssohnbiljetten in 1945 terug te betalen.

C. — OPMERKINGEN.

De financieele dienst van de buitenlandsche leeningen werd verzekerd tot op den vervaldag van 1 Juni 1940; de in België gebleven diensten hebben vanaf 1943 den financieelen dienst der in Frankrijk uitgegeven leeningen overgenomen.

. Van haar kant heeft de te Londen gevestigde Belgische Regeering den dienst verzekerd van de buitenlandsche leeningen uitgegeven in Engeland, in de Vereenigde-Staten, in Zweden en in Zwitserland, voor de niet-vijandige houders die in deze landen verbleven.

De normale dienst der leeningen gelibelleerd in ponden sterling der leeningen 7 % en 6 1/2 % uitgegeven in de Vereenigde Staten en der Conversie-leening 1936 in Zweedsche kronen kon geleidelijk worden hervat ten bate der niet-vijandelijke houders en onder zekere voorwaarden.

Wat betreft de Leening 6 % van 50 millioen dollar, wordt de dienst der koepons verzekerd, en vermoedelijk zal het normaal regime voor de aflossing kunnen fungeeren binnen afzienbaren tijd.

De betaling der koepons van de Leening 3 1/2 % van 1937 werd nog niet hervat voor de houders die in Nederland verblijven; evenwel voorziet het Belgisch-Nederlandsch financieel akkoord onderteevend op 24 Mei 1946 onder meer dat het overschot van den Nederlandschen uitvoer naar België gedeeltelijk zal gedekt worden door het overhandigen der titels van de leening 3 1/2 % 1937 in het bezit van personen die in Nederland verblijven.

Men mag dus verwachten dat op het einde van het jaar de Dienst der buitenlandsche schulden normaal zal werken.

De kredieten, aangevraagd op de begrooting van het dienstjaar 1945, waren gesteund op de normale hervatting van den financieelen Dienst der buitenlandsche schulden.

Aanvullende kredieten zullen worden aangevraagd voor het uittrekken der achterstallige lasten (dienstjaren 1940 tot 1944), die worden geraamd op 435 millioen frank, waarvan 405 millioen voor de koepons.

III. — BINNENLANDSCHE SCHULD.

Op 31 Maart 1946 bedroeg de binnenlandsche schuld :

a) Geconsolideerde Schuld	113,547 millioen.	
b) Schuld op gemiddelden termijn	33,191 millioen.	
c) Schuld op korten termijn	109,664 millioen.	
		256,402 millioen.
Samen		

A. — GECONSOLIDEERDE BINNENLANDSCHE SCHULDEN.

Volgens het tijdstip van uitgifte wordt de geconsolideerde schuld onderverdeeld als volgt :

Uitgiften dagteekenend van vóór 1 Mei 1940.	32,697 millioen.
Uitgiften gedaan tijdens de bezetting	7,614 millioen.
Uitgiften gedaan van 1 September 1944 tot 31 Maart 1946	73,236 millioen.
Totaal.	113,547 millioen.

De uitgiften gedaan tijdens de bezetting liepen over een nominaal kapitaal van 9,100 miljoen frank, nl. :

Tienjarige obligaties 4 % 1940-1950	3.000 miljoen.
Schuld 3 1/2 % 1943	3,600 miljoen.
Lotenleening 1941	2,500 miljoen.
Te zamen.	9,100 miljoen,

verminderd, op 31 Maart 1946, tot 7,614 miljoen frank, door de contractueele aflossingen.

Van 1 September 1944 tot 31 Maart 1945 bedroegen de uitgiften een nominaal kapitaal van 73,641 miljoen frank, nl. :

Geünificeerde schuld 4 %	1,202 miljoen.
Leening van de Bevrijding 4 %	10,610 miljoen.
Leening 3 1/2 % van de Muntsaneering	61,829 miljoen.
Te zamen.	73,641 miljoen.

Aan den anderen kant werden gedurende het tijdperk van 1 September 1944 tot 31 Maart 1946 de geconsolideerde schulden verminderd met een globaal bedrag van 1,865 miljoen frank, waarvan 1,460 miljoen door de contractueele aflossingen en 405 miljoen door de betaling der bijzondere belastingen in obligatiën van de Muntsaneering.

Wanneer men de evolutie van de geconsolideerde binnenlandsche schuld volgt, door vergelijking met het globaal bedrag van de binnenlandsche schuld, stelt men een gemis van evenwicht vast.

De inrichting op gezondere grondslagen van het respectief bedrag der schulden op langen, op gemiddelden en op korten termijn, zal een der voornaamste taken van de Regeering zijn.

Een eerste belangrijke stap werd gedaan op dezen weg, door de uitgifte der leening 4 % van de Bevrijding, waarvan de inschrijving 10,610 miljoen heeft bereikt en die heeft toegelaten 3,606 miljoen frank Schatkistcertificaten 3 1/2 % op 5 jaar, vervallende in 1946, te consolideeren, alsmede 2,118 miljoen frank certificaten op korten termijn van den bankomloop terug te betalen.

Verdeeling van de binnenlandsche schuld.

	30 April 40.	31 Aug. 44.	31 Oct. 45.	31 Maart 46.
Geconsolideerde schuld.	80.6 %	30.0 %	22.4 %	44.2 %
Schuld op gemiddelden termijn 1.6 %	27.0 %	20.4 %	12.9 %	
Schuld op korten termijn	17.8 %	43.0 %	57.2 %	42.9 %
	100.0 %	100.0 %	100.0 %	100.0 %

B. — BINNENLANDSCHE SCHULDEN OP GEMIDDELDEN TERMIJN.

De binnenlandsche schulden op gemiddelden termijn bedroegen, op 31 Maart 1946, de som van 33,191 miljoen frank en worden onderverdeeld in drie groote categorieën :

1^o *De certificaten uitgegeven bij openbare inschrijving tijdens den oorlog, namelijk :*

In 1941 : Certificaten 3 1/2 % op 5 jaar	1,664 miljoen.
In 1942 : Certificaten 3 1/2 % op hoogstens 15 jaar, met keuze van terugbetaling door den houder na 5 of 10 jaar. . .	9,548 miljoen.
In 1943 : Certificaten 3 1/2 % terugbetaalbaar na 15, 10 of 20 jaar, naar keuze van de houders.	6,712 miljoen.
In 1944 : Certificaten 3 1/2 % op 10 jaar	9,266 miljoen.
	27,190 miljoen.

2^o *De certificaten uitgegeven ter betaling van leveringen, opeischingen, enz. :*

a) Certificaten 3 1/2 % op 5 jaar uitgegeven krachtens het besluit van 25 October 1941 (maandelijksche vervalltermijnen van 15 Januari 1947 tot 15 October 1950).	368 miljoen.
b) Certificaten 3 1/2 % op 5 jaar uitgegeven krachtens de verordening van 30 Maart 1942 (maandelijksche vervalltermijn van 15 Juni 1947 tot 15 April 1949)	342 miljoen.
c) Certificaten 1 % op 5 jaar uitgegeven krachtens het besluit van 13 Mei 1942 (maandelijksche vervalltermijn van 15 Juli 1947 tot 15 October 1950)	182 miljoen.
d) Certificaten uitgegeven krachtens het besluit van 3 Februari 1942 en vervallende van 1 Juli 1946 tot 1 Januari 1950.	442 miljoen.
	1,334 miljoen.

3^o *Andere uitgiften :*

Voorschotten van het Gemeentekrediet	400 miljoen.
Certificaten van de Leening van de Overwinning 2 1/2 % op 3 jaar en 3 % op 5 jaar (vervallende van September 1946 tot September 1948)	346 miljoen.
Gewone certificaten op meer dan één jaar	3,921 miljoen.
	4,667 miljoen.

Algemeen totaal. 33,191 miljoen.

C. — BINNENLANDSCHE SCHULDEN OP KORTEN TERMIJN.

De binnenlandsche schulden op korten termijn omvatten de volgende posten :

a) Bezit der particulieren op de postcheckrekening.	14,166 miljoen.
b) Certificaten op minder dan één jaar met rente	47,580 miljoen.
c) Certificaten zonder rente afgestaan aan de Nationale Bank van België	47,918 miljoen.
	109,664 miljoen.

A. *Tegoed van de postcheks :*

Op 30 April 1940 bedroeg het bezit van de particulieren op postcheckrekeningen 3,411 miljoen frank en dit was niet begrepen in den toestand van de Rijksschuld.

Op 30 Augustus 1940 werd het saldo van dit tegoed, zijnde fr. 3,059,148,410.95 vertegenwoordigd door een Schatkistcertificaat zonder rente met onbepaalden vervalltermijn, afgestaan aan de Emissiebank, welke vanaf dat oogenblik gelast werd bedoeld tegoed van de particulieren bij het postcheckambt te beheeren krachtens een overeenkomst die denzelfden dag werd gesloten (zie bijlagen, blz. 15 en volgende).

De Emissiebank belegde vervolgens in Schatkistcertificaten met rente het gedeelte van het tegoed boven het bedrag bestaande op 3 Augustus 1940, en zulks op grond van 65 % van dat overschot. De netto-winst van bedoelde beleggingen werd op het einde van het jaar gestort op de Rijksmiddelenbegroting. Door een overeenkomst van 23 Juli 1943 werd bepaald dat de certificaten, die de 65 % bedoeld bij artikel 3 van voormelde overeenkomst vertegenwoordigen, geen rente meer zouden geven vanaf 1 Augustus 1943.

Op 3 September 1944 had de Emissiebank in portefeuille, buiten het certificaat van fr. 3,059,148,410-95, verschillende andere certificaten op vier maanden voor een globaal bedrag van 3,435 miljoen frank. Het stopzetten der verrichtingen van deze instelling heeft tot nog toe belet de terugbetaling van bedoelde certificaten te verwezenlijken.

Op datum van 31 Maart 1946 werd het tegoed der particulieren op de postcheckrekeningen voor hun globaal bedrag ingelijfd in den toestand van de Schuld : 6,494 miljoen vertegenwoordigd door bovenbedoelde certificaten en 7,672 miljoen niet vertegenwoordigd door titels.

b) *Certificaten op minder dan één jaar met rente :*

Deze rubriek omvat :

1 ^o het bedrag der certificaten der Leening van de Overwinning, gediscoteerd op 1 1/2 % 's jaars en in omloop blijvende	778 miljoen
2 ^o de Schatkistbons, gediscoteerd tegen 1 1/4 % 's jaars, op 6 maand, hernieuwbaar en afgestaan aan de Bank van Belgisch Congo.	3,993 miljoen.
3 ^o de certificaten op korten termijn voor het bijna totaal bedrag afgestaan aan de banken.	42,809 miljoen.
Te samen.	47,580 miljoen.

De massa der Schuld op korten termijn beteekent natuurlijk een gevaar voor de Schatkist. Wie herinnert zich niet de bons gediscoteerd op 3 en op 6 maanden, waarvan de niet-hernieuwing tengevolge van een crisis van vertrouwen, heeft geleid tot de financieele moeilijkheden van 1925-1926?

Thans werden er maatregelen getroffen.

De besluitwet van 6 October 1944, betreffende de biljetten van de Nationale Bank en het tegoed op rekening heeft de Schatkistcertificaten, die tot den vervaltermijn kwamen, met één jaar verlengd tot 8 October 1945. De maatreg-

was logisch : deze certificaten vertegenwoordigden in de portefeuille van de banken de tegenwaarde van de deposito's die zelf werden geblokkeerd of grootendeels onbeschikbaar gemaakt.

Sedertdien werd de verlenging van vervalltermijn gebracht op 31 December 1945 en vervolgens kwam er een nieuwe verlenging met 3 maanden voor de certificaten die vervielen van 31 December 1945 tot 30 Maart 1946.

Aan den anderen kant hebben de inschrijvingen op de Leening van de Overwinning 1945, en de aflossing van de Leening 3 1/2 % van de Muntsaneering, toegelaten een aanzienlijk bedrag certificaten op korten termijn, respectief bedragende 2,118 miljoen frank en 18,739 miljoen frank, te consolideeren.

Daarentegen, ter uitvoering van het ministerieel besluit van 5 Februari 1946, werden saldo's van de tijdelijk onbeschikbare 40 % der biljetten overgedragen door de depositobanken op tijdelijk bij hen onbeschikbare depositorekeningen, gedekt door de overhandiging vanwege de Schatkist aan de betrokken instellingen van thesauriecertificaten van het type vier maanden tegen 1 5/16 % of van het type één jaar tegen 1 15/16 % gedisconteerd waarde 1 Januari 1946; deze verrichting liep over 13,294 miljoen.

Hieruit volgt dat, wegens de verrichtingen van muntsaneering, een bedrag van 5,445 miljoen frank (18,739 — 13,294) certificaten op korten termijn werd geconsolideerd.

De vermindering van 1.55 % tot 1 5/16 % en van 2.175 % tot 1 15/16 % van het discontobedrag der certificaten, toepasselijk op de nieuwe uitgitten, geeft aanleiding tot een merkelijke verlichting voor de Rijksschuldbegroting van het dienstjaar 1946, terwijl het kwantum van dekking vastgesteld door de Bankcommissie en het verdeelen der vervalltermijnen over bepaalde tijdvakken, ingericht bij besluit van 5 Februari 1946, aan de Schatkist massale terugbetalingen van certificaten op korten termijn besparen.

VERPLICHTINGEN VAN DEN STAAT TEGENOVER DE NATIONALE BANK.

A. — HET BEDRAG DER VOORSCHOTTEN VAN DE NATIONALE BANK AAN DEN STAAT bedraagt, op 31 Maart 1946, 47,918 miljoen frank, onderverdeeld als volgt :

1^o Certificaten « A » (eigen rekening en O.M.A.) :

a) Voorschotten voor de behoeften van de Schatkist	25,919 miljoen.
b) Voorschotten aan den Dienst voor Onderlinge Hulpverlening (O.M.A.)	17,215 miljoen.

2^o Certificaten « C » (voorschotten aan de Geallieerde strijdkrachten)

4,784 miljoen.

Te zamen. 47,918 miljoen.

Onderverdeeling van deze cijfers.

1^o a) *Certificaten « A ».* — De voorschotten voor de behoeften van de Schatkist omvatten :

de voorschotten toegestaan krachtens de overeenkomsten van 10 Mei 1940 en 23 Juli 1941, teruggebracht op 31 Augustus 1944 tot.	fr. 13,210,000,000
de Schatkistbons op 6 maanden zonder rente uitgegeven te Londen tijdens de bezetting en hernieuwbaar	5,933,500,000
de voorschotten toegestaan van 1 September 1944 tot 31 Maart 1946 en niet vereffend.	6,775,500,000
	25,919,000,000

b) *Certificaten « A ».* — *Voorschotten aan O.M.A. :*

De voorschotten, toegestaan aan O.M.A. tot op 31 Maart 1946, waren als volgt over den tijd ingedeeld :

September 1944	1,000,000,000	(Bevrijdingsfonds. Bedrag voorgeschoten te Londen.)
Januari 1945.	800,000,000	
Februari 1945	995,000,000	
Maart 1945	2,288,000,000	
April 1945	2,037,000,000	
Mei 1945.	1,371,000,000	
Juni 1945	2,509,000,000	
Juli 1945.	1,213,000,000	
Augustus 1945	2,035,000,000	
September 1945.	1,093,000,000	
October 1945	727,000,000	
November 1945.	943,000,000	
December 1945	—	
Januari 1946	—	
Februari 1946	—	
Maart 1946	—	
Totaal. . fr.	17,011,000,000	

Er zij opgemerkt dat dit totaal niet den stand der rekeningen tegenover de Geallieerden, doch den stand der kasverrichtingen van O.M.A. voorstelt.

Hierbij dient gevoegd het saldo voor andere verrichtingen inzake ontvangsten en uitgaven, door dit organisme uitgevoerd voor rekening van den Staat.

De tegenprestaties van België tegenover de Geallieerden, kunnen bij benadering worden vastgesteld als volgt :

I. — *Lend-Lease en Reverse Lend-Lease* (Vereenigde Staten) :

	Millioenen dollars
Belgisch-Luxemburgsche <i>prestaties</i> in Reverse Lend-Lease	185
<i>Inontvangstnemingen</i> in Lend-Lease	90
Te compenseeren verschil	95

Bekomen compensaties (Akkoorden van Washington, van September 1945, te dien tijde slaande op een Belgisch-Luxemburgsche schuldvordering van 112 miljoen dollar V.S.) :

Vrachtprijzen voor de maanden September, October en November 1945	7,5
Belgisch-Luxemburgsche inontvangstnemingen en Military-Civil program	25
Aankoopkrediet toegestaan op de overtollige Amerikaansche voorraden in Europa	8,5
Goederen waarvan de bestelling aanvaard is en die « Cash » hadden moeten betaald worden	67,5
	108,5

Deze cijfers steunen op nog voorloopige gegevens. Een slotonderhandeling voor de regeling der Lend-Lease-rekening wordt te Washington gevoerd.

II. — *Mutual Aid* (Groot-Brittannië en Canada) :

De Mutual Aid-akkoorden sloegen op de Britsche legers, met inbegrip van de Canadeesche divisies.

Nochtans werd achteraf overeengekomen dat de regeling ervan zou geschieden door onderscheiden afrekeningen, naargelang de prestaties de Engelschen dan wel de Canadeezen interesseeren.

De rekeningen doen zich voor als volgt :

	Britsche sector.	Canadeesche sector.
Belgisch-Luxemburgsche prestaties	9,112,980,846	1,012,000,000
Engelsche prestaties	4,218,000,000	—
Saldo ten laste van België	4,894,980,846	1,012,000,000

Onderhandelingen worden met Engeland gevoerd voor de regeling van het saldo dat dit land aanbelangt; wat Canada betreft, werden er akkoorden gesloten die ons de integrale terugbetaling van onze schuldvordering op dit land verzekeren.

2^o Certificaten « C ». — Voorschotten aan de Geallieerde strijdkrachten :

De door de Geallieerden toegestane voorschotten hadden, tot op 31 Maart 1946, betrekking op een totaal van 14,225 miljoen frank; op denzelfden datum bedroegen de gedane terugbetalingen 9,441 miljoen frank in ronde cijfers, waardoor het kredietsaldo van de Schatkist werd teruggebracht tot 4,784 miljoen frank.

De in bijlage afgedrukte tabel vermeldt het verloop der voorschotten van maand tot maand, zoomede de globale indeeling per land dat ervan geniet.

De terugbetaling geschiedde in deviezen (dollars V.S., ponden sterling of Canadeesche dollars); echter worden de Belgische bankbiljetten, die bij het vertrek der troepen niet opgebruikt zijn, aan de Schatkist teruggegeven.

Door het uitgeven van certificaten « C » werd er een overeenkomstige massa bankbiljetten in omloop gebracht.

België moet integraal terugbetaald worden.

Voor zoover die terugbetalingen in franks geschieden, wordt er een gelijke hoeveelheid biljetten opgeslorpt; in geval van terugbetaling in deviezen, wordt het volume van den papieromloop slechts verminderd op het oogenblik dat de door middel van de deviezen gedekte invoeren tegen Belgische franks aan de binnenlandsche markt worden afgestaan.

De toestand per land is als volgt en in millioenen frank :

Legers	Gedane voorschotten	Terugbetalingen	Nog verschuldigd saldo
Amerika	7,124	3,719	3,405
Engeland	6,191	4,816	1,375
Canada	906	906	—
In rekening-courant .	4	—	4
	14,225	9,441	4,784

De Schatkistvoorschotten voor de soldij der geallieerde troepen sedert het einde van de Lend-Lease en Mutual Aid zijn niet begrepen in bovenstaande bedragen. Ze worden door de Geallieerden in deviezen terugbetaald.

Op 31 Maart 1946 was er voor België bij de regeling van deze laatste voorschotten in zake de Amerikaansche legers een creditsaldo van 479 miljoen fr.; in zake de Canadeesche legers, een creditsaldo van 5 miljoen frank.

De Britten hadden op dat tijdstip reeds al hun voorschotten terugbetaald.

B. — VERDERE SCHULDVORDERINGEN VAN DE NATIONALE BANK VAN BELGIË OP DEN STAAT.

Het bedrag dat onder deze rubriek in den wekelijkschen staat van de Nationale Bank voorkomt, omvat :

1 ^o als schuld ingevolge de intrekking der marken na den oorlog 1914-1918 (conventie van 17 October 1930, bekrachtigd bij de wet van 27 December 1930) . . . fr.	500,000,000.—
2 ^o de titels in haar bezit krachtens de conventie van 27 Juli 1932, afgesloten ter uitvoering van de wet dd. 19 Juli 1932 (conventie van de ponden sterling) :	
a) 3 1/2 % certificaten met 5 jaar looptijd	550,000,000.—
b) obligaties	23,263,701.24
Totaal. . . . fr.	1,073,263,701.24

De eerste twee posten zijn onderscheidenlijk opgenomen in de geconsolideerde schuld en in de schuld op halflangen termijn.

* * *

CONCLUSIES.

De Rijksschuld is dus gestegen :

van 55,732 miljoen op 31 December 1937
 tot 57,737 miljoen in September 1939;
 tot 62,315 miljoen op 30 April 1940;
 tot 155,874 miljoen op 31 Augustus 1944 (in gedevalveerde franken);
 tot 212,431 miljoen op 31 October 1945,
 en tot 283,000 miljoen op 30 Maart 1946.

Van het bedrag van 1939 konden de ongeveer 13 milliard oorlogsschuld 1914-1918 niet definitief worden afgetrokken, want, hoewel ze nu als verwijschuld beschouwd worden, werd er ons halfjaarlijks aan herinnerd dat ze bestonden. Numeriek verhoogd tot zoowat 19 milliard als gevolg van de devalvaties, wordt die schuld thans nog slechts (pro memorie) opgegeven.

Ten andere, indien de 61,829 miljoen van de Saneeringsleening thans in het totaal van de Schuld moeten worden opgenomen, zal deze verminderen naarmate de drie bijzondere belastingen binnenvloeien. Ultimo Juni waren reeds 810 miljoen van de leening opgeslorpt en een som van ongeveer 1,100 miljoen, voortkomend uit dezelfde fiscale bron, kwam voor op een speciale rekening, bestemd tot opslorping van de geblokkeerde Saneeringsleening, waarvan de houders hun bijzondere belastingen voldaan hebben.

Ten slotte komt een bedrag van 10,493 miljoen als opbrengst van de nieuwe raming van het goud-incasso voor op het krediet van de Schatkist in den staat van de Nationale Bank. Die som zal in mindering komen van de Rijksschuld, wanneer de koers van den frank definitief zal vastgesteld zijn in overeenstemming met de internationale verdragen, die ons land heeft afgesloten te Bretton Woods.

Zoo ook komt een som van 4 milliard frank, door de Nationale Bank gestort aan de Schatkist als voorschot op de niet-aangegeven bankbiljetten, nog voor op een geblokkeerden post in het credit van de Schatkist.

Is het mogelijk definitief het bedrag van de Rijksschuld te waardeeren door aftrekking van die $19 + 61,829 + 10,493 + 4 = 95,322$ millioen van het huidige totaal van 283 milliard ?

Het antwoord luidt ontkennend, want vooreerst stelde het maximum van de rendeeing, door de Ministers van Financiën verwacht door de vestiging van de drie bijzondere belastingen, hun slechts in staat tot het opgeven van een hypothetisch cijfer van 50 milliard. Zouden zij deze raming heden nog handhaven ?

Vervolgens, moet de post van 64 1/2 milliard, die nog steeds voorkomt op de balans van de Nationale Bank als voorschot aan de Emissiebank, definitief worden gecompenseerd door toewijzing van de opbrengst van de 61,829 millioen, welke voortkomen uit de omzetting van het geblokkeerd muntbezit in een leening ? Deze som is sedert 1 Januari 1946 op die balans gebracht op het credit van de Schatkist. De Regeering heeft zich verbonden, het Parlement te raadplegen omtrent de eindregeling van deze verrichting. Waarschijnlijk heeft zij gewacht totdat het onderzoeksverslag over de verrichtingen van de Emissiebank wordt ngediend en, anderdeels, totdat zij zekerheid heeft omtrent de rechten van België op oorlogsschade vanwege Duitschland.

Het verslag is aan den Minister van Financiën toegezonden. De akkoorden van Parijs, die het Parlement nog niet heeft bekrachtigd, nemen dat tekort van een clearing, die daar slechts den naam van draagt, op in het belachelijk kleine percentage, dat de groote Geallieerden aan ons land dachten te kunnen opleggen.

Hoe er ook moge gediscussieerd worden over de besluiten van het verslag en over de akkoorden van Parijs, toch zal dat wel geen hoofdzakelijke wijziging brengen in het bestaan van de twee posten van 64 1/2 milliard debet en 61,829 + 4 millioen credit, die voorkomen op de rekening van de Schatkist bij de Nationale Bank. De tijd is gekomen om een beslissing te nemen nopens dezen toestand.

* * *

Een lid der Commissie teekent verzet aan tegen de naar zijn meening voorbarige inlijving van deze 61 milliarden bij het bedrag van de Rijksschuld. Het Parlement weet nog niets over het beheer van de Emissiebank; de verslagen der commissie van onderzoek zijn zelfs niet ter tafel gelegd in een van beide Kamers.

* * *

Als de schuld volgens de bovenstaande aanwijzingen tot ongeveer 200 milliard kon teruggebracht worden, als het economisch leven ons in staat stelde de thans gevolgde omzichtige financieele politiek voort te zetten en het gedeelte op korten termijn tot ongeveer 1/4 terug te brengen, dan zou de last aan intresten en delgingen ongeveer 8 milliard frank per jaar bedragen.

Op grond van de inningen van October 1945 zouden de fiscale ontvangsten 24 milliard bereiken; hieraan moet nog ongeveer 2 milliard aan ontvangsten van verschillenden aard worden toegevoegd. Sedertdien wordt een geregelde en merkelijke aangroei van de fiscale ontvangsten vastgesteld : daar de verpletterende belastingen en aanslagen van tijdens de bezetting verder gehandhaafd worden, is een overschot aan ontvangsten boven de vooruitzichten van de begrooting voor 1946 te verwachten en wel ten bedrage van ongeveer 8 milliard.

Derhalve wil het voorkomen dat 8 milliard aan Rijksschuld niet onrustbarend is. Maar er valt op te merken :

1^o dat deze vooruitzichten in zake overschot van ontvangsten nagenoeg zullen opgeslorpt worden door aanvullende en extra-uitgaven ingevolge de verhooging van wedden en vergoedingen en vooral wegens de financieele gevolgen van de nieuwe organisaties, welke noodgedwongen voortvloeien uit het economisch interventionisme.

2^o dat de hierboven beschouwde hypothetische jaarlijksche last van 8 milliard zal moeten verhoogd worden met het bedrag van de leeningen tot herstel van schade aan personen en goederen; de in overweging te nemen budgetaire tekorten, de herbouw van gebouwen, wegen; de saneering der gemeentefinanciën, enz.;

3^o dat het eindbedrag van dezen jaarlijkschen last moet kunnen gedragen worden door een begrooting, die een werkelijk, gezond evenwicht bezit, d. w. z. niet in stand gehouden door de handhaving van abnormale oorlogsaanslagen, welke de economie verpletteren en toegepast worden op een nog steeds beperkte belastbare stof, die bovendien verlamd is door het dichte geheel van ministerieele en administratieve voorschriften, maar welk evenwicht in tegendeel berust op fiscale ontvangsten uit een vergroot volume van de bedrijvigheid, de productie, de transacties vergemakkelijkt door een progressieve maar systematische verlaging van de aanslagen.

Het is dus duidelijk dat het, ten aanzien van de zekerheid omtrent de toename van het huidige bedrag der Rijksschuld en van de hierboven vooropgezetten last van 8 milliard per jaar, noodig is de begrootingen te sanieren, die hem achteraf zullen te dragen hebben. Dit vereischt :

— een krachtige inkrimping van alle uitgaven, verbonden aan de interventionistische organismen, en zulks naarmate hun reden van bestaan vermindert. Dat is een gebiedende plicht;

— de progressieve verlaging van de oorlogs-, overdrachts-, crisisbelastingen, enz. alsmede de aanpassing van de progressieve gedeelten aan den huidige frank en aan de levensduurte, ten einde de compenseerende verruiming van de belastbare stof te bevorderen en te bespoedigen; deze omwerping van het fiscale stuur is geboden;

— dat aan de markt der vrije kapitalen een voldoende ruimte wordt gelaten ter voorkoming van schaarsheid aan beschikbare gelden en dus ook van de verhooging van den rentevoet. Ik zeg wel ruimte « laten » en niet « geven ».

Het is onmogelijk de werkelijkheid te bedwingen door ministerieele besluiten : de oude wet van vraag en aanbod verdraagt wel een aanpassing, een mildering, maar ze zal zich spoedig wreken op hen die ze over het hoofd willen zien.

De overwegingen van economischen en fiscaal aard schijnen het kader van een verslag over de Rijksschuld te buiten te gaan.

In werkelijkheid zit alles aan elkaar vast in het beheer van de openbare zaak.

Op de vraag of het land in staat is het gewicht te torsen van de jaarlijksche lasten der schuld, waarvan wij thans het bedrag en den last kunnen overzien, kan moedig ja geantwoord worden, maar op voorwaarde dat al het dorre, nuttelooze hout, dat ingevolge den oorlog, maar nog meer door den naoorlogischen toestand onze besturen hindert, vastbesloten wordt weggehakt.

En ook op voorwaarde dat men niet verder gaat op den doodelijken weg van een tijdelijk tot stand gebracht evenwicht door aanslagen, welke de levende bronnen der belastingen opdrogen.

En ten slotte op voorwaarde dat de opbrengst van de private economie niet reeds bij haar ontstaan ten bate van den Staat wordt opgeslorpt, waar zij zich ook bevindt en hoe dringend en aanzienlijk de behoeften van de nationale bedrijvigheid mogen wezen, want zij is het toch die den Staat in leven moet houden, en niet omgekeerd.

Gezond zijn de fiscale ontvangsten welke overvloed afhangt van den overvloed der voortbrengst en transacties.

Ongezond zijn de overschotten van de belastingen, die slechts voortkomen uit verpletterende aanslagen ter vergoeding van de inkrimping van de belastbare stof.

De eerste kunnen het gewicht van een verzwaarde schuld dragen.

De andere niet.

* * *

Dit verslag is door uw Commissie eenparig goedgekeurd.

De begroting is aangenomen met 9 tegen 8 stemmen.

De Verslaggever,
O. DIERCKX.

De Voorzitter,
CYR. VAN OVERBERGH.

BIJLAGEN

MAANDELIJKSCH E BEDRAGEN

der voorschotten gedaan aan de Geallieerde Strijdkrachten
voor de uitbetaling der soldijen en gedane terugbetalingen.

	Voorschotten gedaan door de Schatkist	Gedane terugbetalingen		
		Amerikaansche	Engelsche	Canadeesche
Bedrag voorgescho- ten te Londen	4,657,500,000	—	—	—
Schatkistbiljetten voorgescho- ten te Londen	767,500,000	—	—	—
November 1944	2,000,000,000	—	—	—
December 1944	1,000,000,000	—	—	—
Januari 1945	2,500,000,000	—	—	—
Februari 1945	1,500,000,000	—	—	—
Maart 1945	1,000,000,000	—	1,766,250,000	396,900,000
April 1945	—	—	—	128,992,500
Mei 1945	—	373,660,000	1,766,250,000	210,357,000
Juni 1945	—	—	—	—
Juli 1945	—	439,600,000	—	—
Augustus 1945	800,000,000	219,800,000	—	—
September 1945	—	—	—	69,616,000
October 1945	—	2,685,956,000	—	62,971,999
November 1945	—	—	400,000,000	—
December 1945	—	—	—	—
Januari 1946	—	—	—	—
Februari 1946	—	—	883,125,000	37,626,000
Maart 1946	—	—	—	—
	14,225,000,000	3,719,016,000	4,815,625,000	906,463,499
Totaal der terugbetalingen .			9,441,104,499	
Credit-saldo			4,783,895,501	
	14,225,000,000		14,225,000,000	

Het beheer van het bezit van den Postcheckdienst werd toevertrouwd aan de Emissiebank krachtens een besluit van 31 Juli 1940, genomen door de Secretarissen-Generaal van Financiën en van Verkeerswezen.

Er werd een einde gemaakt aan de tijdelijke geldigheid van dit besluit door een besluit van den Regent dd. 30 Augustus 1945.

* * *

De toepassingsmaatregelen zijn het voorwerp geweest van een overeenkomst gesloten op 3 Augustus 1940, tusschen den Secretaris-Generaal van het Ministerie van Financiën, de Emissiebank en de Nationale Bank; deze overeenkomst heeft opgehouden te worden toegepast vanaf de bevrijding.

Staatsblad van 3 Augustus 1940.

DEPARTEMENT VAN FINANCIËN
EN DEPARTEMENT VAN VERKEERSWEZEN.

31 Juli 1940. --- *Besluit betreffende : 1^o het beheer der beschikbare fondsen van den Dienst der Postchecks en -overschrijvingen; 2^o het hervatten van sommige financieele diensten van het binnenlandsch postverkeer; 3^o de opvragingen op deposito's in postchekrekeningen.*

De Secretaris-Generaal van het Ministerie van Financiën,

De wn. Secretaris-Generaal van het Ministerie van Verkeerswezen,

Gelet op artikel 5 der wet van 10 Mei 1940, betreffende de overdracht van bevoegdheid in oorlogstijd;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 Mei 1940, houdende intrekking van het recht om een particuliere mededeeling te stellen op de stortingsbulletins, ontvangkaarten, cheks, overschrijvingsorders en berichten van krediteering van den Postchekdienst;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 Mei 1940, houdende beperking van den postdienst;

Gelet op de besluitwet van 13 Mei 1940, houdende regeling van de opvragingen op sommige deposito's en nl. op deze der postchekrekeningen;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 September 1936 tot ordening van de organieke postreglementeering en nl. artikel 163 van dit besluit, dat aan het Departement van Financiën het beheer toevertrouwt over de beschikbare fondsen van den Dienst der Postchecks en -overschrijvingen;

Overwegende dat het past de bewerkingen op postchekrekeningen te vergemakkelijken,

Besluiten :

EERSTE ARTIKEL. — Het beheer over het tegoed op de rekeningen van den Dienst der Postcheks en -overschrijvingen is toevertrouwd aan de Emissiebank van Brussel.

Een overeenkomst, gesloten tusschen deze bank en het Ministerie van Financiën, zal de wijze van plaatsing der beschikbare fondsen van dezen dienst bepalen.

ART. 2. — Zijn hersteld :

1^o de financieele diensten van het binnenlandsch postverkeer, behalve de dienst der protesteerbare effecten;

2^o de dienst van de aanneming der aanvragen om opening van postchekrekeningen ten bate van particulieren;

3^o het recht om een particuliere mededeeling te stellen op de stortingsbulletijn, ontvangkaarten, cheks, overschrijvingsorders en berichten van krediteering van den Postchekdienst.

ARP. 3. — De opvragingen op deposito's in postchekrekening zijn toegelaten binnen de grenzen van het beschikbaar tegoed, tot beloop van een gezamenlijk bedrag van 50,000 frank per maand.

De afnemingsorders welke deze grens overschrijden, zijn onderworpen aan de goedkeuring van een speciaal comiteit dat samengesteld is uit een afgevaardigde van den commissaris bij de Emissiebank van Brussel, een vertegenwoordiger van deze Bank, en een vertegenwoordiger van het Ministerie van Financiën. De aanvragen worden schriftelijk gericht tot het Bestuur der Postcheks te Brussel.

De beperking is niet toepasselijk op de afnemingen van de sedert 10 Mei 1940 in speciën gedeponeerde sommen.

ART. 4. — De overschrijvingen van rekening op rekening zijn vrij, uitgenomen deze uitgaande van rekeningen welke op datum van 9 Mei 1940 bestonden en gedaan ten bate van na dien datum geopende rekeningen; deze laatste overschrijvingen zijn onderworpen aan de in artikel 3 aangeduide beperkingen.

ART. 5. — Dit besluit wordt van kracht op 5 Augustus 1940.

Brussel, 31 Juli 1940.

De Secretaris-Generaal van Financiën,
O. PLISNIER.

*De wn. Secretaris-Generaal
van Verkeerswezen,*
J. VAN OVERSTRAETEN.

3 Augustus 1940.

OVEREENKOMST.

Gezien de wet van 28 December 1912, houdende oprichting van den Dienst der Postcheks en -overschrijvingen op loopende rekening;

Gezien het koninklijk besluit van 10 September 1936, houdende codificeering van de postwetgeving in binnenlandschen dienst;

Gezien het besluit van 31 Juli 1940, betreffende onder meer het beheer der beschikbare fondsen van den Dienst der Postcheks en -overschrijvingen;

Wenshende een aanvullenden waarborg te geven aan de titularissen van postchekrekeningen door het vermijden van verwarring tusschen het tegoed van den Dienst der Postcheks behoorende aan derden en het bezit van den Staat, en door het invoeren van een afzonderlijk beheer van bedoelde bezittingen, ofschoon geen wijziging wordt gebracht aan een inrichting die werd getoetst aan de ervaring;

Tusschen den h. O. Plisnier, Secretaris-Generaal van het Ministerie van Financiën, aan den eenen kant,

De Emissiebank te Brussel, vertegenwoordigd door den h. G. Janssen, haar voorzitter, en door den h. A. Goffin, beheerder-directeur,

En de Nationale Bank van België, vertegenwoordigd door haar gouverneur, den h. Georges Janssen, aan den anderen kant,

Werd overeengekomen wat volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Het Ministerie van Financiën vertrouwt het beheer van het tegoed van den Dienst der Postcheks behoorende aan derden toe aan de Emissiebank te Brussel.

ART. 2.

Dit tegoed, bedragende op 3 Augustus 1940 de som van fr. 3,059,148,410.95, wordt op dezen datum gevireerd op de Emissiebank te Brussel.

De tegenwaarde van dit bezit is vertegenwoordigd door een Schatkistbon zonder rente.

ART. 3.

In de mate waarin in de toekomst dit tegoed zou hoger zijn dan het op 3 Augustus bestaande bedrag, zal de Bank er de plaatsing van doen in overleg met het Ministerie van Financiën.

Naar rata van 65 % van dit overschot, zal deze plaatsing kunnen geschieden in Schatkistbons, hetzij door verrichtingen op de markt, hetzij door rechtstreeksche verrichtingen met de Schatkist, volgens de noodwendigheden van de muntpolitiek.

De overblijvende 35 % blijven op rekening bij de Emissiebank en ontvangen een soortgelijke bestemming als deze voorzien door de overeenkomst van 23 Februari 1927 tusschen den Belgischen Staat en de Nationale Bank van België tot oprichting van een thesauriereserve.

Het voordeel van deze plaatsingen gaat naar de Schatkist.

ART. 4.

Volgens de noodwendigheden van de muntpolitiek en ten einde de plaatsing op de markt mogelijk te maken, kan de Emissiebank te Brussel aan het Ministerie van Financiën vragen den Schatkistbon zonde rente, bedoeld bij artikel 3, te vervangen door bons met rente op veranderlijke vervaltermijnen.

De last van de interesten wordt gedragen door de Schatkist in de mate waarin de plaatsing kon gedaan worden op de markt.

ART. 5.

Er wordt niets gewijzigd aan de overeenkomst van 23 Februari 1927 tusschen het Ministerie van Financiën en de Nationale Bank van België, in zoover zij de oprichting van een thesauriereserve voorzagt.

ART. 6.

De Emissiebank te Brussel zal de fondsen verstrekken die noodig zijn voor de behoeften der thesaurie van het Postchekambt, hetzij door aanwending van de sommen voorhanden op het krediet der rekening van den Postchekdienst bij de Emissiebank, hetzij door verrichtingen van disconto of van voorschotten loopende over het tegoed met rente, hetzij door voorschotten zonder rente op het tegoed zonder rente.

Het Postchekambt kan steeds vragen dat de bedragen die de thesauriereserves vertegenwoordigen, zouden vertegenwoordigd worden door biljetten bij voorrecht voorbehouden voor de terugbetalingen in speciën van het tegoed toebehoorende aan derden.

Gedaan in drievoud te Brussel, op 3 Augustus 1940.

*De Secretaris-Generaal
van het Ministerie van Financiën,*

(w.g.) O. PLISNIER.

Emissiebank te Brussel :

De Voorzitter, *De Beheerder-Directeur,*
(w.g.) G. JANSSEN. (w.g.) A. GOFFIN.

Nationale Bank van België :

De Gouverneur,
(w.g.) G. JANSSEN.